

Jean Gallais, Une géographie politique de l'Éthiopie, le poids de l'État

Étienne Gilbert

Revue Tiers Monde, Année 1990, Volume 31, Numéro 121

p. 235 - 236

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

merciaux : Dimbokro n'est plus qu'un relais secondaire et son déclin s'amorce. Malgré des tentatives du gouvernement et un essai de déconcentration industrielle, les difficultés persistent jusque dans les années 80.

Partant du bilan démographique et économique de cette évolution que l'auteur dresse en deuxième partie, il ressort quelques indicateurs d'un nouveau dynamisme. Certes la population de la ville reste stagnante : 31 000 habitants en 1975, 32 000 en 1984, mais on peut noter quelques sursauts économiques : à condition de ne pas chercher à séparer le secteur moderne du secteur informel, on peut noter un essor récent du nombre des emplois et un réel dynamisme des activités de commerce et particulièrement du marché. Il s'y ajoute un rôle incontestable des fonctionnaires qui restent en nombre assez élevé (1 571 en 1984, pour 945 en 1979) grâce au statut de préfecture de la ville et dont les salaires permettent un essor de la consommation urbaine. Pourtant, le dynamisme de l'économie urbaine semble dépendre très largement des activités de production agricole et de leur prolongement au niveau des commerces et des services.

Aussi dans une troisième partie, l'auteur analyse en profondeur l'organisation des échanges commerciaux et d'abord les fonctions économiques et sociales du marché. Deux exemples de la commercialisation de produits agricoles : la banane plantain et l'igname lui permettent de compléter son diagnostic. Celui de la banane plantain a favorisé dans la ville l'intégration des femmes mais ne représente encore qu'une base fragile pour le développement économique de la cité. La commercialisation de l'igname sur une longue distance maintient la ville dans un réseau d'échange générateur de dynamisme. Cet essor commercial repose finalement sur des initiatives privées issues de la migration et de l'installation à Dimbokro d'un groupe ethnique fortement structuré.

Actuellement, l'économie urbaine reste encore partiellement fondée sur une distribution de revenus qu'elle ne produit pas et tire sa richesse des transferts de l'administration et des activités commerciales. La ville de Dimbokro peut-elle assurer son avenir sur ce transfert de production ? Des dangers et des faiblesses subsistent. L'auteur estime qu'il faudrait mobiliser les potentialités agricoles de la région pour consolider ces premiers indices de renouveau.

Monique ROUSSEL.

Jean Gallais, *Une géographie politique de l'Ethiopie, le poids de l'Etat*, Paris, Economica, Liberté sans Frontières, 1989, 208 p.

Professeur de géographie tropicale à Paris, Jean Gallais se situe dans cette lignée de chercheurs au jugement étayé par l'observation des hommes et des paysages dans un cadre établi au-delà de la géographie. Après de remarquables travaux sur l'Inde centrale et le Sahel, il nous présente l'Ethiopie.

Pays mal connu même si on parle beaucoup de lui, cas assez particulier de développement dans le contexte africain, l'Ethiopie fait l'objet d'une étude en profondeur. Le milieu physique et le milieu humain sont présentés avec autant de compétence que de clarté. Les pesanteurs démographiques sur un environnement

fragile sont bien évoquées. Jean Gallais établit ainsi le lien entre ces données de base et l'histoire, puis les séquences heurtées de la politique contemporaine : chute de l'empereur en 1974, régime solidement marxiste du président Mengistu.

Jean Gallais scrute avec une froide lucidité les réformes introduites par le nouveau régime : fermes d'Etat, coopératives, villagisation, transferts de populations, politique d'achat des produits agricoles. Triste énumération de mesures qui aggravent la situation économique déjà fort délicate de l'Ethiopie. Que les guerres civiles et la sécheresse s'en mêlent, et l'on arrive à la famine.

Non seulement Jean Gallais couvre une grosse lacune sur un pays important d'Afrique, mais il le fait avec talent.

Gilbert ETIENNE.

J.-P. Chrétien, A. Guichaoua, G. Le Jeune, *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Ed. Afera, Karthala, Cahiers du CRA, n° 6, 1989, 209 p.

Sous un titre trop modeste — car leur livre va bien au-delà de la crise d'août 1988 — Jean-Pierre Chrétien, André Guichaoua et Gabriel Le Jeune, tous trois spécialistes chevronnés de l'Afrique centrale, examinent la dernière crise qui ensanglanta le Burundi en 1988.

Avec minutie ils reconstituent le film des événements : malaise, rumeurs, embrasements et massacres inter-communautaires.

Après les événements vient leur analyse qui nous mène au problème clé du Burundi, mais aussi de bien d'autres pays africains : l'édification d'une nation. Avec beaucoup de brio nos trois auteurs dénoncent les caricatures et autres vues simplistes : d'un côté la minorité dominante des Tutsi, de l'autre la masse des Hutus. Ils font l'anatomie des structures sociales : élites au pouvoir, homme d'affaires, paysans.

Des pages pénétrantes montrent combien le climat politique pesant empêche ou gêne un dialogue franc et ouvert, seule condition pour assurer un minimum d'intégration nationale. On retiendra également l'écart entre élites urbaines et paysans, malgré la très faible urbanisation de ce pays aux lourdes densités. Le développement rural est trop imposé depuis le haut à des paysans au reste astucieux. Là-dessus nous sont cités ces rudes propos de Ferdinand Murara : « Le constat est qu'une certaine élite est malade. Malade de quoi? De sa boulimie et de son incapacité à résoudre les problèmes du sous-développement... Où est l'élite? Elle ne crée pas, elle ne cherche pas. L'élite boit », p. 71).

Un livre qui informe et qui fait réfléchir.

Gilbert ETIENNE.

Tshikala B. Tshibaka, *Food Production in a Land-Surplus, Labor-Scarce Economy : the Zairian Basin*, Washington DC, International Food Policy Research Institute, June 1989.

Les études sur l'économie rurale du Zaïre sont plutôt rares. Le Zaïrois Tshikala B. Tshibaka qui travaille à l'International Food Policy Research Institute de John Mellor à Washington comble une importante lacune.